

Le capitalisme philanthropique : un certain renouveau de la solidarité internationale

Par Marc LÉVY

Directeur de la prospective du GRET (Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques),
ONG internationale des professionnels du développement solidaire

Stimulé par ce qui s'apparente à un oxymore, il m'a semblé pertinent d'engager une réflexion sur ce qu'est le « capitalisme philanthropique ». Pour commencer, il faut dresser une brève histoire de la philanthropie pour mettre en évidence un certain renouveau, perceptible depuis la fin des années 1970. Ce renouveau est en particulier lié à la montée en puissance d'acteurs de la mondialisation financière devenus philanthropes. C'est à partir de ce moment qu'il faut engager les premières réflexions sur cette expression de « capitalisme philanthropique » apparue en 2006 dans un article du journal *The Economist* consacré à Bill Gates. Puis, en nous demandant quel lien peut être fait entre la nouvelle géopolitique mondiale et le capitalisme philanthropique, nous montrerons que c'est en relevant le défi (minoré par la communauté internationale) du lien social et de la solidarité, que cette philanthropie est plus le symptôme de l'état préoccupant du monde qu'elle n'en est le remède. Il sera alors temps pour nous de tirer quelques conclusions sur l'évolution de la solidarité internationale à laquelle le « capitalisme philanthropique » peut certainement contribuer, mais à certaines conditions.

Naviguant depuis plusieurs dizaines d'années dans le monde de la solidarité internationale, je me suis récemment intéressé à cet apparent oxymore que serait le « capitalisme philanthropique », aiguillonné par le constat de deux évolutions. D'une part, la représentation du monde en termes « d'un Nord qui doit aider le Sud » est fortement frappée d'obsolescence. D'autre part, avec les grandes entreprises s'intéressant au « marché des pauvres » du « bas de la pyramide », on a une approche de plus en plus entrepreneuriale des questions sociales et du développement. Ayant trouvé l'expression dans des publications américaines, il m'a semblé pertinent d'engager une réflexion sur ce qu'est le « capitalisme philanthropique ⁽¹⁾ ».

Pour commencer, une brève histoire de la philanthropie ⁽²⁾

Étymologiquement, est philanthrope celui qui traduit sa disposition à aimer tous les hommes en actes concrets visant à améliorer la condition de ses semblables. Pour faire la distinction avec la charité de la théologie chrétienne, les philosophes du XVIII^e siècle vont, d'une part, lui opposer une philanthropie laïque échappant à la « grâce divine » et, d'autre part, s'attaquer aux causes des souffrances des hommes, au lieu de seulement les soulager.

Cette philanthropie connaîtra son âge d'or au XIX^e siècle.

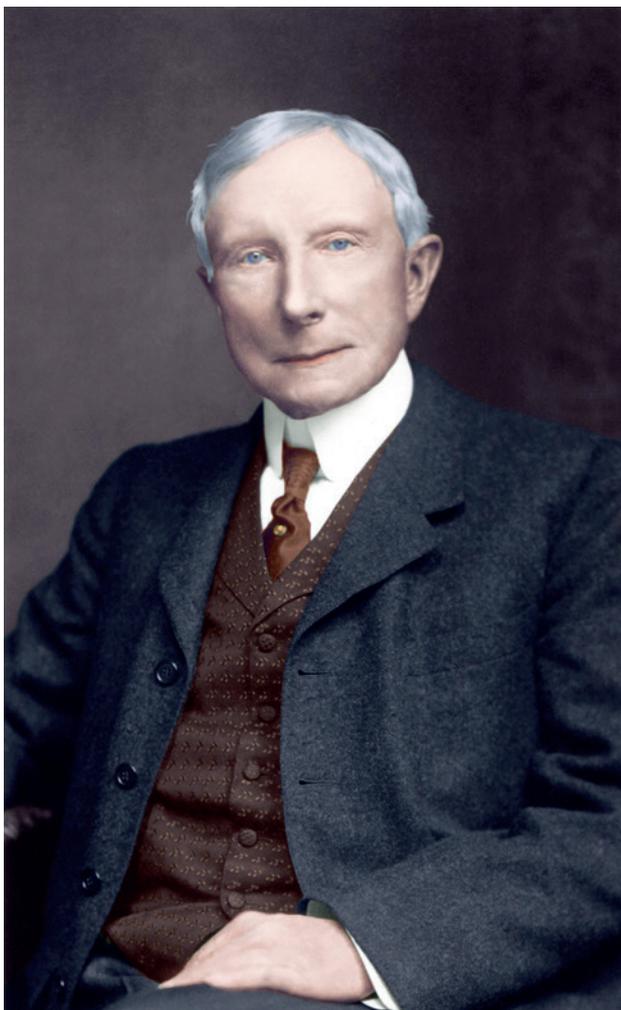
Au début du XX^e, aux États-Unis, deux hommes, tous les deux de grands industriels, Andrew Carnegie et John D. Rockefeller, vont inventer la philanthropie moderne, avec ses premières grandes fondations d'intérêt général gérées comme des entreprises. Ils mèneront des actions à grande échelle à vocation émancipatrice (création de bibliothèques, pour Carnegie) animées par un certain désintéressement (même si les avantages fiscaux sont bien réels) et instaurant un certain « lien de fraternité » entre riches et pauvres, même si les ambiguïtés ne manquent pas.

En Europe, à la même époque, la montée du socialisme et des mouvements ouvriers donnera naissance au syndicalisme, aux mutuelles et aux associations, qui vont prendre en charge une partie des actions sociales. Finalement, les

(1) Titre du séminaire que j'ai animé au nom du GRET, d'octobre 2015 à juillet 2017, dans les locaux de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (FMSH).

(2) À l'aide de quelques textes : Larousse, étude de J. Zimet de l'AFD sur les fondations américaines, Chaire de l'Essec, Fondation de France, publications de Charles Sellen, etc.

Photo © A©Everett



John Davidson Rockefeller, peu après sa retraite des fonctions de président de la Standard Oil Company. Portrait réalisé en studio photographique, vers 1900.

« Au début du XX^e, aux États-Unis, deux hommes, tous les deux de grands industriels, Andrew Carnegie et John D. Rockefeller, vont inventer la philanthropie moderne, avec ses premières grandes fondations d'intérêt général gérées comme des entreprises. »

libéraux vont accepter l'intervention de l'État, donnant naissance à la République sociale, puis à l'État-providence, l'ensemble allant entraîner un certain reflux de la philanthropie.

C'est sans doute la crise de cet État-providence, avec l'apparition de problèmes sociaux de grande ampleur, qui peut expliquer un certain renouveau de la philanthropie depuis la fin des années 1970. Avec, nous semble-t-il, trois nouveautés :

- Tout d'abord, la philanthropie n'est pas réservée aux plus riches : il y a de nombreux « petits donateurs » qui font vivre (notamment en donnant de leur temps – les bénévoles) la plupart des grandes ONG, associations et fondations ;
- Ensuite, l'implication des entreprises qui vont financer des actions en relation directe avec leur « cœur de mé-

tier » au nom de leur nouvelle responsabilité sociale et environnementale (RSE) ;

- Enfin, les nouveaux milliardaires de la mondialisation vont succéder aux premiers industriels philanthropes américains en créant leurs propres fondations qui vont devenir de formidables puissances financières.

La montée en puissance des financiers philanthropes

Ces acteurs de la mondialisation financière vont devenir philanthropes en promouvant une certaine « moralisation » du capitalisme basée sur une éthique des affaires et sur la responsabilité sociale des entreprises. Une apparente contradiction qui se comprend mieux si on lie cet engouement pour l'éthique au vent critique qui a soufflé dans les années 1990 face aux excès spéculatifs, aux conséquences parfois désastreuses, des pratiques de la financiarisation de l'économie.

Cette nouvelle philanthropie entrepreneuriale (*corporate philanthropy*) va se distinguer de celle des fondations de l'*establishment* critiquées pour leurs coûts de fonctionnement, leur côté bureaucratique et leur manque d'évaluation, mais tout en faisant cause commune avec elles en ce qui concerne le besoin d'éthique et de responsabilité sociale, la distinction se faisant sur des pratiques, pour les premières, comme l'acceptation du risque, l'évaluation de la rentabilité des projets et la quantification des résultats. Cette logique entrepreneuriale va progressivement pénétrer la gestion du social : on parlera à cet égard de « philanthropie à risque » (*venture philanthropy*).

Du fait que la philanthropie repose sur une défiscalisation, et donc sur un manque à gagner pour l'État, la question se pose du rôle de ce dernier dans cette configuration, car, comme l'a écrit Nicolas Guilhot⁽³⁾, « c'est une forme de pouvoir régalien qui échoit aux philanthropes ». Cet auteur cite le cas de Ted Turner, qui, en versant 1 milliard de dollars aux Nations Unies, paie les arriérés américains, et donc assume les responsabilités du gouvernement. Ou encore, celui de George Soros qui se substitue aux États défaillants en payant les salaires d'universitaires russes et en finançant des universités en Europe de l'Est.

Premières réflexions sur le capitalisme philanthropique

L'expression est, semble-t-il, apparue en 2006 dans un article du journal *The Economist* consacré à Bill Gates, devenu, en 1996, « l'homme le plus riche du monde » et, en 2000, le créateur, avec sa femme, de l'exemple-type des nouvelles méga-fondations, au moment, faut-il le rappeler, où l'image quasi monopolistique de son entreprise et sa propre image avaient besoin d'être redorées aux yeux de l'opinion publique.

(3) Voir le livre de Nicolas Guilhot, *Financiers, philanthropes*. Sociologie de Wall Street, éd. *Raisons d'agir*, 2006.

Puis l'expression *philanthrocapitalism* a été utilisée, en 2008, par Matthew Bishop et Michaël Green dans leur livre intitulé *Philanthrocapitalism. How the rich can save the world*⁽⁴⁾, puis par Michaël Edwards, qui leur a répondu dans le sien, *Just another Emperor. The myths and realities of philanthrocapitalism*.

Pour Michaël Edwards, l'expression de « capitalisme philanthropique » met en évidence :

- l'importance des sommes en jeu, celles-ci étant issues des profits accumulés par la spéculation financière ;
- une volonté de démontrer que les méthodes issues du monde des affaires pour traiter les problèmes sociaux sont supérieures à celles utilisées par les pouvoirs publics et la société civile ;
- la conviction que ces façons de faire peuvent transformer la société sans qu'il soit besoin de toucher à la redistribution des pouvoirs et de la richesse.

Il rappelle qu'un impact, en termes de transformation sociale, est généralement plutôt obtenu par des mouvements sociaux qui n'utilisent pas particulièrement le langage et les méthodes du management entrepreneurial. Il y a donc pour lui une certaine contradiction entre une logique *business* et une perspective de transformation sociale, tout simplement parce que, pour la première, nous sommes des clients et des consommateurs relativement individualisés, tandis que pour la seconde, nous sommes des citoyens impliqués dans des politiques gouvernementales. Par ailleurs, le changement social est toujours long, complexe et conflictuel. Il met en jeu une certaine qualité des interactions entre les gens et il a besoin de recourir aux institutions, alors que le capitalisme philanthropique ne fait guère mention de politique, de pouvoir et de relations sociales.

Pour autant, les deux approches sont-elles impossibles à mélanger ? Bien sûr l'action sociale n'est pas étanche aux considérations économiques, mais Michaël Edwards répond par l'affirmative. Il préfère encourager l'action collective plutôt que l'individualisme, et la collaboration entre acteurs sociaux plutôt que la compétition. Il préfère la logique des marchés à celle des « communs » telle que l'a défendue Elinor Ostrom (celle qui a, tout de même, obtenu le prix Nobel d'économie en 2009 pour sa théorie de l'action collective et la gestion des biens communs ou biens publics !).

Ce sont les mouvements en faveur des droits civils, de l'égalité entre les genres, de l'écologie..., qui, poussés par la société civile et relayés par les gouvernements, œuvrent dans le sens des biens communs. Le monde des affaires joue certes un rôle, reconnaît Michaël Edwards, mais davantage comme *followers* que comme *leaders*. Il préconise par conséquent de renforcer le pouvoir de la société civile pour changer plus fondamentalement nos structures génératrices d'inégalités, car, pour lui, la philanthropie est certainement utile, mais elle est davantage le symptôme de l'état préoccupant du monde que son remède.

Quel lien peut-on faire entre la nouvelle géopolitique mondiale et le capitalisme philanthropique ?

Pour Bertrand Badie⁽⁵⁾, ce lien se trouve dans la place croissante faite aux questions de souffrance, d'inégalités et de solidarité dans les relations internationales, qui sont dominées, depuis 1945, par la notion de puissance, alors que la souffrance et les inégalités sont plus des facteurs explicatifs des guerres contemporaines que le choc des puissances.

De la même façon qu'à l'intérieur d'une nation, il n'y a pas de paix sociale sans solidarité, à l'échelle internationale, les guerres sont des effets de la décomposition sociale. Par conséquent, la sécurité collective, qui est la base des conditions optimales de fonctionnement du système international, doit se penser en termes de solidarité. Pourquoi un tel voile d'ignorance sur ces notions de souffrance, d'inégalité et de solidarité quand il s'agit d'analyser les relations internationales, se demande Bertrand Badie ?

Il n'y a évidemment pas une seule explication, mais les déconvenues de la décolonisation en font partie. Il y a plutôt eu, de part et d'autre, du côté du « Nord » et du « Sud », importation des modèles occidentaux et recours à des relations de clientèle. Les questions du développement, et donc celles de la souffrance et des inégalités, sont restées minoritaires, et mis à part quelques exceptions assez marginales (la CNUCED, le PNUD⁽⁶⁾), le système multilatéral des Nations Unies a continué, à travers le Conseil de Sécurité, de penser la sécurité du monde en termes militaires, sans voir que les conflits auxquels le monde était confronté étaient le résultat d'une décomposition sociale, dans des contextes d'États absents ou affaiblis.

Il a fallu attendre 1994, précise Bertrand Badie, pour qu'un Secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Boutros-Ghali, énonce que « l'injustice sociale était devenue la cause principale des guerres » (c'est peut-être ce qui lui aura coûté de ne pas être reconduit dans cette fonction).

Mais M. Kofi Annan, qui lui a succédé, lui a emboîté le pas en 2000 en commençant son discours de présentation des Objectifs du Millénaire pour le développement par les mots « *We, the people* ! ». Autrement dit, les Nations Unies devenaient une assemblée des peuples : les acteurs sociaux devaient y trouver leur place, à côté des États.

Aujourd'hui – effet de la mondialisation – toute colère locale devient rapidement un élément du jeu international. Les enjeux dominants ne sont plus seulement les confrontations géostratégiques, mais de plus en plus fortement

(4) Pour l'anecdote, il est plaisant de rapporter que dans la seconde édition en 2010, ce livre avait changé de titre, devenant : "Philanthrocapitalism. How giving can save the world".

(5) Professeur de relations internationales à Sciences Po Paris.

(6) Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et Programme des Nations Unies pour le développement.

les contrastes entre des situations sociales très inégales. Les guerres « sortent des entrailles de la société », dit crûment Bertrand Badie, et le « canon », qui constitue une bonne part de la régulation internationale, ne peut pas être une solution face à la misère. Comme le déclarait, il y a peu, un général français : « il ne suffit pas de gagner la guerre, il faut [aussi] gagner la paix ».

La puissance est ainsi devenue impuissante ⁽⁷⁾. Dans beaucoup de situations, le politique a perdu le monopole de la gouvernance. Les sociétés civiles et les entreprises, mais aussi les mafias et les groupes guerriers en ont profité. C'est en ce sens que l'essor de la philanthropie est un symptôme de l'état du monde. Elle relève le défi du lien social et de la solidarité, qui est encore minoré par la communauté internationale.

Que conclure sur l'évolution de la solidarité internationale ?

D'importants changements sont intervenus dans le monde, dont il faut tenir compte pour actualiser la façon de concevoir et de pratiquer la solidarité internationale.

D'abord, des changements démographiques. La population mondiale va continuer de croître (nous passerons de façon quasi certaine de 7 milliards d'individus en 2000 à 9 milliards en 2050), en particulier en Afrique subsaharienne qui connaîtra un doublement de sa population, à l'horizon 2050.

Ensuite, des changements économiques sérieux. Au XX^e siècle, on a vu des pays sortir du « sous-développement » et « émerger » au point, pour certains, de devenir les locomotives de la croissance mondiale. Aujourd'hui, cette croissance s'essouffle un peu partout dans le monde, y compris dans nos pays « développés ». Certains pensent que c'est passager, mais d'autres sont d'avis qu'il s'agit plutôt d'une « stagnation séculaire ». Les conséquences sur l'emploi sont sévères, particulièrement pour les jeunes (15-24 ans). Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), il y avait, en 2016, plus de 70 millions de sans-emploi dans le monde (500 000 de plus qu'en 2015) et plus de 150 millions de personnes qui, bien qu'ayant un emploi, vivent avec moins de 3 dollars par jour.

On ne saurait oublier de mentionner les changements environnementaux dus au changement climatique, dont il fut abondamment question à l'occasion de la grande conférence tenue à Paris en décembre 2016 (la COP21). Inutile de détailler les enjeux du réchauffement climatique, si ce n'est pour souligner la prise de conscience progressive, les engagements prometteurs pris par les États, mais aussi le chemin qu'il reste à parcourir en termes de mesures concrètes et de mobilisation des moyens financiers né-

cessaires, surtout si les États-Unis réussissent à revenir sur leur signature.

Enfin, des changements géopolitiques conséquents. D'abord, on l'a vu, la solidarité est une composante marginale des relations internationales. Quand on en parle, jusqu'à présent, c'est le plus souvent en termes d'opposition entre le Nord et le Sud, avec un Nord dominant et riche qui doit aider un Sud dominé et pauvre.

La difficulté à faire valoir le besoin d'une solidarité internationale renouvelée vient du fait que cette opposition Nord/Sud ne fonctionne plus vraiment. En particulier, tout le monde voit qu'il y a des millionnaires chinois, de riches Africains et, d'un autre côté, des chômeurs et des pauvres, européens aussi bien qu'américains. Pour autant, le monde n'est pas devenu homogène, il reste inégalitaire, fortement inégalitaire même, au point que les inégalités à l'intérieur des pays sont devenues très criantes. Et, par ailleurs, les rapports de force entre États restent fortement à l'œuvre dans un contexte de concurrence accrue. Il nous faut donc trouver un nouveau cadre pour parler des inégalités, de la souffrance, des injustices, à la fois dans nos sociétés et dans le monde.

C'est ce cadre que proposent les 17 Objectifs du développement durable à vocation universelle, récemment adoptés par les Nations Unies pour tracer la voie jusqu'en 2030. Rappelons, pour insister sur la portée de leur dimension universelle, alors que les précédents Objectifs, dits du Millénaire pour le développement (pour la précédente période allant de 2000 à 2015), ne s'appliquaient qu'aux « pays en développement ». Nous avons donc maintenant des « causes communes » à partager entre groupes de populations en différents points du globe, des causes communes pour lesquelles une coopération, une solidarité, serait bénéfique à tous les partenaires, sans pour autant dire que ces mêmes causes supposent les mêmes réalités, pour prendre en compte la diversité des situations.

Au fond, cela nous permettrait de ne plus parler d'aide, celle-ci étant trop unilatérale et trop paternaliste, même si l'on a essayé de corriger ces défauts en parlant de réciprocité et de partenariat.

Ces enjeux communs élargissent avantageusement nos horizons : pour résoudre nos problèmes, nous devons nous préoccuper de ceux des autres. Du point de vue d'un monde en quête d'une transition durable, cette esquisse de concept que constitue le « capitalisme philanthropique » pourrait trouver, à certaines conditions, toute sa place en tant que levier de changement.

(7) C'est le titre d'un des livres de Bertrand Badie : L'Impuissance de la puissance.